

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI  
18

DÉCEMBRE  
1975

N° 62  
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

*journées d'action dans  
le secteur nationalisé*

**ASSEZ DES  
JOURNÉES D'ACTION  
SANS LENDEMAIN !  
DÉVELOPPONS  
NOS LUTTES !**

Aujourd'hui, c'est une nouvelle journée d'action du secteur public. Or, depuis trois mois, c'est une succession, un enchevêtrement d'initiatives de ce genre. Le 23 septembre ; le 4 octobre, manifestation pour les jeunes ; le 5 novembre la RATP puis le 6 les postiers, puis le 7 l'EDF ; le 18 novembre des délégations de cheminots sont invitées à Paris. Le 2 décembre, de nouveau la fonction publique. Et voici, le 18 décembre, c'est encore une fois les cheminots, l'EDF, les postiers. Ils ont vraiment été sollicités depuis plusieurs semaines, pour quelles victoires ? Il y a eu aussi une journée chimie, sans parler des journées régionales ici ou là...

En clair, c'est la dispersion, la répétition, l'isolement, le morcellement. Quelle est la signification, l'utilité de telles «journées d'action» ? Cette question, beaucoup de travailleurs se la posent, aussi bien parmi ceux qui manifesteront aujourd'hui, que ceux qui s'y refusent ; et c'est bien normal. Elles ont en effet un double aspect : d'un côté, l'objectif des partis de gauche, des directions syndicales, et de l'autre, ce que veulent en faire les travailleurs. Pour les révisionnistes et les réformistes, elles servent à appuyer, à justifier leur projet politique, le programme commun. Alors que la volonté de lutte grandit chez les travailleurs, les directions syndicales organisent ces «journées-soupapes».

Mais à quoi mène, pour les travailleurs, la multiplication de ces journées d'action ? Peuvent-elles faire céder le gouvernement, quand Chirac déclare qu'il faut rompre avec le cycle infernal qui consiste à essayer d'obtenir des augmentations de salaire ? Peuvent-elles constituer une riposte à la répression, à l'intervention des flics contre les usines occupées, comme encore avant-hier à Clark (Strasbourg) et hier à DBA (Angers) ?

L'union de la gauche veut donner l'apparence d'une mobilisation, mais par la dispersion systématique des forces, elle s'oppose à la construction d'un réel mouvement d'ensemble de la classe ouvrière. La seule perspective de lutte ne peut pas se limiter éternellement à ces journées d'action sans lendemain, qui apparaissent telles qu'elles sont conduites, de plus en plus, comme une impasse.

Les travailleurs veulent opposer effectivement une riposte à la politique autoritaire du gouvernement, alors les partis de gauche, prenant prétexte de la défense des libertés pour développer leur propre objectif politique, se refusent en fait à une claire et réelle défense des emprisonnés.

Les travailleurs veulent lutter pour la satisfaction de leurs revendications : 2 000 F minimum ; 300 F pour tous ; pas de licenciement ; baisse des cadences. Pour cela ils réclament que ces journées d'action soutiennent ouvertement, largement les grèves en cours. Que ce soit un point de départ, une mobilisation pour le déclenchement de nouvelles luttes. Et ils ont raison.

Ils veulent aussi en finir avec le morcellement des luttes. Il faut les faire converger, les rassembler dans un même mouvement ; leur donner la force nécessaire pour vaincre ; voilà ce que souhaitent aujourd'hui tous les travailleurs. Le cadre des journées d'action égrenées lentement par la «gauche» ne saurait répondre à cette aspiration des travailleurs qu'ils savent faire prévaloir dans leurs entreprises.

Fabien VAUDOIS

41 inculpés dont 26 en prison

## liberté pour les emprisonnés arrêt des poursuites

*Voir page 5, notre article  
«Que signifie lutter pour  
les libertés démocratiques»*

par Max CLUZOT



M. Bouteflika, ministre des affaires étrangères de l'Algérie.

## nord-sud Kissinger provoque, le tiers-monde riposte

de notre reporter  
Camille NOEL

C'est hier soir, après l'audition de toutes les délégations, que les véritables problèmes ont été posés à la Conférence Nord-Sud. Cette initiative revient à l'Algérie, qui a déposé une motion réclamant que les co-présidents (tous du Tiers Monde) des 4 commissions (Energie, Finances, Matières Premières, Développement) se réunissent avant janvier, afin de décider ensemble de l'ordre du jour de chaque commission. Il s'agit par là-même, de faire avancer la Conférence sur tous les fronts à la fois, à l'opposé de la proposition américaine qui voudrait que chaque commission avance à son rythme ; en sorte que les USA pourraient résoudre le problème du pétrole et ne pas poser ceux de la monnaie, et du développement, problèmes essentiels de la lutte du Tiers Monde pour l'indépendance économique. La motion algérienne, qui a l'appui de nombreux pays du Tiers Monde, sera soumise dès ce matin, 9 h 45, aux pays industrialisés. Ainsi, la question de l'ordre du jour de la Conférence, sur laquelle les réunions préparatoires avaient achoppé, revient au premier plan : c'est là-dessus que va se jouer l'affrontement entre le Tiers Monde et l'impérialisme.

## portugal

*«Ils ont fouillé les maisons  
des travailleurs»*

de notre correspondant  
Antoine JALLIEU

Aveiras de Fima, un petit village à 40 km de Rio Maior, c'est là que se trouve la Communauté : une grande maison, abandonnée autrefois, qui est occupée depuis le 13 mars 75, sert maintenant d'école et de centre médical. Tous ceux qui y travaillent, instituteurs, médecins, infirmières, le font gratuitement pour tous les habitants du village.

Les grands travaux de réparation et d'entretien sont faits par les ouvriers agricoles ou des travailleurs de l'usine, le soir ou le samedi et le dimanche. Les enfants qui viennent à l'école sont ceux des ouvriers ; les autres, enfants des petits et moyens paysans, vont à l'école de Aveiras de Fima qui, bien que publique, est payante. C'est la marque du clivage politique qui s'est opéré dans la région. D'un côté les petits et moyens paysans proches du PS ou du PPD, de l'autre les ouvriers agricoles et les ouvriers de l'usine proches du PCP et des révolutionnaires.

SUITE PAGE 6

suite page 6

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

lettre d'un mineur de Marles-les-Mines

Dès 1920 la principale tâche des compagnies minières fut de construire sans confort des cités où on parquait les travailleurs. Les patrons, puis l'Etat trouvèrent une solution très rentable : en plus des maisons qui appartenaient aux Houillères mais dont les locataires devaient payer un loyer, ils leur laissèrent un droit de servage : la culture d'un petit potager et la construction à leur frais de tout aménagement extérieur l'endroit pour mettre le charbon, buanderie, clapier familial, mais cela sous contrat, tout ceci devait être fait aux frais des travailleurs et pouvait être repris sous huit jours par simple lettre...

Aujourd'hui les Houillères se mettent à rénover les cités minières, et recourent à l'appui des soi-disant municipalités de «gauche» et des centrales syndicales.

Pendant un demi-siècle d'exploitation rien n'a été fait. Maintenant que plus de 60% de la population est retraitée, donc improductive, on s'aperçoit qu'il faut rénover.

En réalité on rénove dans un but de rentabilité, pour pouvoir relouer les maisons à des

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19 CCP n°23 132 48 F Paris Directeur de publication : Y. CHEVET imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP Commission Paritaire : 56 942

ouvriers non mineurs. Les Houillères tirent un trait sur la vie des mineurs, oubliant le temps passé à améliorer le cadre de vie, oubliant les liens humains et sentimentaux qui les attachent à leur maison. Protégées par la loi, les Houillères rénovent : elles démolissent les dépendances, les garages construits et payés par les mineurs, transforment la maison, suppriment une pièce, installent le chauffe à un bout de la maison et l'évier à l'autre, séparent les pièces par des cloisons, détériorent les papiers peints les peintures, et laissent les vieux travailleurs désorientés, démoralisés. Celui qui a encore la force de réagir est menacé d'expulsion ; s'il ne démolit pas son garage sous huit jours, les Houillères emmurent la voiture dans le gara-

ge, cette voiture qui est le seul lien qu'il lui reste pour aller voir des parents qui ont dû émigrer dans d'autres régions parce qu'il n'y avait plus de travail dans le pays minier. Les gardes des Houillères menacent les ouvriers : «Si tu n'es pas content on t'enverra à Ligny» là les vieux mineurs sont parqués dans deux pièces en pleine campagne, sans confort, sans magasin, sans médecin, coupés de tout. J'ai entendu des vieux mineurs dire : «Le premier qui rentre chez moi j'achèterai un fusil, je le tuerai. Puis je me tuerai moi et ma vieille. Vous nous avez tout enlevé pendant quarante ans. Maintenant que nous sommes épuisés et vieux, vous nous enlevez même notre raison d'être fier d'avoir été un travailleur...

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h. 30 à 13 h.

communiqués

MEETING Vendredi 19 décembre à 20 h 30 Salle Lancry 10 rue Lancry Paris 10° Métro République

- Liévin : un an après, la lutte continue
• Des patrons en prison : quelques fissures dans la justice bourgeoise
• Le capital tue tous les jours : faire la vérité, c'est permettre de développer la lutte

DÉBAT avec des travailleurs de la chimie, du bâtiment...

Al'initiative du Parti Communiste Révolutionnaire (ml) Avec la participation du CLISACT, le Comité de Lutte des Handicapés, le Mouvement d'Action Judiciaire.

La section PTT du PCR (ml) vous invite à une réunion-débat le jeudi 18 décembre 75 à 15 H à l'Ageca, 177 rue de Charonne métro Alexandre-Dumas

Comment construire le mouvement d'ensemble ?

Pourquoi construire le Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

FRONT ROUGE organe central du PCR (ml) le N° 2 est paru passez vos commandes à FR BP 161 75864 Paris Cedex 18 5 F l'exemplaire CCP 31 191 14 La Source

exiger justice et vengeance

Vous avez semble-t-il d'après la lecture de vos numéros l'intention de défendre les travailleurs immigrés, or actuellement des procès sont en cours contre des gros patrons du «Sentier» en cheville avec une compagnie de charter. Celle-ci ramenait à domicile des chômeurs en provenance croyons-nous de l'île Maurice pour la somme de 1 500 F par tête. C'est la «mission judiciaire» du secrétariat aux immigrés qui doit s'occuper de cette affaire.

quelle suite sera donnée à cette affaire de trafic d'esclaves. Car c'est bien d'esclavage qu'il s'agit pour ces malheureux sans papiers, sans sécurité sociale, qui étaient juste logés et nourris (mal).

Les travailleurs français et les journaux indépendants des groupes de pression comme le votre doivent exiger justice et vengeance pour les travailleurs immigrés.

R. travailleur communiste

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail.

à la librairie (nom précis de la librairie)
au kiosque de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt .....(nombre)

LES LECTEURS EN DEBATTENT...

Je vous félicite avec émotion du Quotidien du Peuple qui est vraiment bon et s'améliore de plus en plus.

Continuez surtout vos analyses politiques de fond, ce qui est très important pour un simple sympathisant comme moi : j'aimerais beaucoup une analyse approfondie du «social-impérialisme» soviétique, une explication de la politique étrangère chinoise...

Quelle attitude aussi adopter vis-à-vis des groupes d'extrême gauche (Révo. !, L.O., LCR). Vos analyses rapides les

traitant juste de faux communistes ne convainquent a priori personne.

Démontrez nous que votre ligne politique est vraiment bonne ! admet-t-elle un peu la contradiction ?

Mais j'ai grande confiance en vous parce que vous n'êtes pas sectaires, ce qui est fondamental. Je vous encourage de tout mon cœur en attendant peut-être le jour où je vous rejoindrai pleinement convaincu. La tâche est rude et importante.

J.M. J. PARIS

Pour ce qui est du social-impérialisme soviétique et de la complexité de la situation mondiale à laquelle tu fais référence, nous savons que cette question intéresse nombre de nos lecteurs et nous comptons bien y revenir dans nos prochains numéros. Il en est de même pour la politique extérieure de la République Populaire de Chine. Celle-ci étant directement liée à l'irruption du Tiers-Monde en force politique et aux bouleversements intervenus dans le camp impérialiste, avec notamment la restauration du capitalisme en URSS.

Quant au qualificatif de «faux communiste», il vise l'abandon, par le PCF, de la voie révolutionnaire et la dégénérescence de ce parti en Parti bourgeois, et non les différents groupes trotskistes, même si ceux-ci collent à la politique du PCF, malgré leurs gesticulations stériles.

«Admettre la contradiction» ? Le débat que nous engageons avec nos lecteurs, même si ce n'est encore qu'un début, a précisément pour but, non d'affirmer notre ligne politique, mais de confronter notre point de vue à la riche expérience des travailleurs.

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

abonnez VOUS

250 F 1 AN
150 F 6 MOIS
80 F 3 MOIS
30 F 1 MOIS

Nom Profession Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

Pour soutenir le Quotidien du Peuple des cartes postales sont maintenant à votre disposition

SUR LE THÈME «LES MASSES FONT L'HISTOIRE», ELLES ILLUSTRENT LES FÊTES DE L'INDÉPENDANCE DE LA GUINÉE ET DU CAP VERT, ET DIVERS ÉPISODES DE LA LUTTE DU PEUPLE PORTUGAIS.

Passez vos commandes !

LA CARTE POSTALE EN COULEUR : 3 francs



## LIÉVIN : ATTAQUES DES HOUILLERES ET DES «SOCIALISTES» CONTRE CEUX QUI VEULENT IMPOSER LA VÉRITÉ !

A l'approche du 1er anniversaire de la catastrophe, les Houillères craignent par dessus tout que les mineurs et leur famille se mobilisent dans une journée de lutte contre l'exploitation, contre la justice bourgeoise, pour la vérité et pour le châtement des coupables.

Les Houillères font des pressions sur les familles en leur envoyant la visite des ingénieurs pour remettre aux familles la médaille des mines et la lampe de leur mari.

De plus, pendant le même temps, le parti «socialiste» qui détient la municipalité de Liévin, développe un campagne de calomnies sans précédent contre l'association de défense des familles des victimes de la catastrophe, contre la Commission Populaire et le Parti Communiste Révolutionnaire. Il fait circuler, d'abord auprès des veuves, un dossier calomnieux et mensonger du plus pur style des «renseignements généraux» sur le passé politique et la vie privée des camarades et des membres de l'Association de Défense des Familles des Victimes.

Le Parti Socialiste participe ainsi clairement à la campagne contre les révolutionnaires que développe la bourgeoisie en même temps qu'elle développe la répression contre les syndicalistes à l'occasion de l'affaire des Comités de soldats.

Si le Parti Socialiste prétend par là sauver la face, il se trompe. Les mineurs ont appris à distinguer quels sont leurs faux-amis.

C'est la municipalité «socialiste» qui a accepté que l'enterrement des victimes soit transformé en un spectacle odieux pour faire valoir ces messieurs de la bourgeoisie, Chirac en particulier, et où les caméras de télévision prenaient la place des familles près des cercueils, où des membres des familles étaient retenus derrière des barrières, où la ville était investie par les forces de police.

C'est le Parti «Socialiste» qui a proposé et organisé avec les directions syndicales, le voyage des veuves à Paris pour voir Chirac, qui n'était rien d'autre qu'une campagne de publicité pour la mairie,



et où les sentiments et les aspirations des familles ont été bafoués.

C'est le PS encore qui a accepté que la femme de Giscard, dans une tournée dans le Nord, rende une visite d'hypocrisie et de mensonges aux familles des victimes.

C'est à l'initiative du PS qu'un comité d'organisation, comprenant les maires des communes minières et les directions syndicales, prétend dévoyer la

volonté de lutte des mineurs dans une journée commémorative organisée le 20 décembre, autour de l'inauguration d'une stèle, «rappelant la journée tragique du 27 décembre 1974 au cours de laquelle 42 mineurs trouvèrent la mort».

Non messieurs, ils ne la trouveront pas, ils furent envoyés à la mort. Nous commémorerons le 27 décembre dans une journée de lutte

Correspondant Liévin

## LES CRS à DBA

Suite à la décision d'expulsion prise par le tribunal de grande instance d'Angers, les CRS sont intervenus hier matin à l'usine DBA d'Angers que les 1300 travailleurs occupent depuis le 9 décembre en exigeant une augmentation uniforme de 300F, et l'amélioration des conditions de travail.

### JOURNÉE D'ACTION DES CHEMINOTS

Dès hier, les cheminots des secteurs de Reims, Nancy, Strasbourg, Lille, Rouen, Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Clermont-Ferrand, Lyon, Chambéry, Montpellier, Marseille étaient en grève dans le cadre des journées nationales d'action du 17 et du 18 dans le secteur public. Beaucoup de secteurs seront en lutte durant les 2 jours.

Dans la banlieue parisienne, sauf à Paris Est, la grève a débuté dès hier matin. Les travailleurs qui ont le plus suivi les mots d'ordre de grève sont essentiellement ceux des dépôts et le personnel des gares. Le trafic de la banlieue est au minimum tandis que celui des grandes lignes est diminué.

Le syndicat CFDT des cheminots nous le dira : «Si 21 régions décident de faire grève, c'est parce que dans un nombre important de régions, 16 ou 17, les communiqués et appels communs CGT et CFDT appelaient entre autres sur les mots d'ordre de défense des libertés syndicales ; cela a motivé beaucoup de gens et, à partir de là, ça a changé la physionomie de l'action». Pour l'instant, le pourcentage des grévistes est supérieur au 2 décembre où 14 régions étaient en lutte : aujourd'hui, il y en a 21.

### GRÈVE AVEC OCCUPATION A L'USINE BOST PRÈS DE BESANÇON

Cette usine d'outillage qui appartient à la famille du Marquis de Moustier depuis 47 est aujourd'hui occupée par les ouvriers et les employés de bureau. Cette lutte est la réponse des travailleurs aux réductions d'horaires (de 42 h et demi à 37 h et demi) ce qui faisait une moyenne de 980 F pour le mois de novembre.

## en bref

### CAEN SMN : LE PATRON IMPOSE LE CHÔMAGE PARTIEL

Au Comité d'entreprise de lundi, le patron de la SMN annonçait que l'ensemble des salariés (6 300) seraient en «chômage conjoncturel» une journée par semaine, et par roulement, à partir de maintenant et jusqu'en avril. Gombert, le directeur justifie ces mesures par «l'aggravation de la situation commerciale de l'entreprise». Cela représente une perte de salaire d'environ 9 % du salaire brut. Un haut-fourneau sur trois va être arrêté. Les travailleurs du TPS vont, eux être arrêtés quinze jours, mais ils seront employés à des travaux divers. Seul, le personnel d'exploitation des fours à coke, 200 personnes environ, ne subira pas ce chômage partiel.

Il y a un an, la direction annonçait que la réduction d'une heure sur le temps de travail entraînerait une augmentation des effectifs de 3 %, cela n'est pas passé dans la réalité et aujourd'hui par contre, la direction prétend qu'il y a 875 personnes en trop à la SMN.

Face à cette attaque de la direction, deux voies sont possibles, soit baisser la tête et prêter le flanc à de nouveaux coups contre l'emploi, soit lutter et mettre en avant des revendications comme la cinquième équipe pour les feux continus, le samedi de repos et la cinquième semaine de congés payés.

Correspondant CAEN

### AURILLAC :

Riant, blaguant dans le train spécial qui les amenait aux établissements Lafarge à Aurillac, soixante journalistes, spécialistes de l'ameublement, venus de toute la France et même de l'étranger attendaient avec impatience la visite de l'entreprise et le cocktail qui devait suivre.

Débarquant à 8 H 40 à la gare d'Aurillac ils furent étonnés d'apprendre que leur visite venait d'être annulée : les ouvriers occupaient l'usine.

Ce sont tous les travailleurs de l'entreprise qui ont répondu à l'appel de la CGT et de la CFDT pour dès le matin 4 H, organiser le piquet de grève. Cette action a permis de faire connaître largement la lutte que mènent les travailleurs depuis plusieurs mois, la presse régionale ayant donné un large écho au cocktail «raté» de leurs confrères qui ont eu quand même une visite de secours organisée aux établissements Sauvagnat.

## ESSWEIN (La Roche-sur-Yon)

# menace d'intervention des CRS

Les travailleurs d'Esswein, entamant leur troisième semaine de grève étaient très nombreux avant hier, devant le tribunal pour soutenir les 10 délégués (6 CFDT et 4 CGT) assignés en référé par la direction.

Ils étaient près de 600 à manifester après le jugement dans les rues de la ville, manifestation qui fut une démonstration de leur détermination. Hier matin, vers les

11 h 30, le tribunal rendait son verdict : expulsion des grévistes. Les travailleurs s'attendent donc à une intervention rapide de la bourgeoisie et de ses flics. Ils ont pris toutes les dispositions nécessaires pour maintenir l'occupation cette nuit de manière à pouvoir tenir l'Assemblée Générale qui est prévue pour ce matin, assemblée dont le résultat sera décisif pour la poursuite de la lutte.



## SAM (Gironde)

# L'occupation se poursuit

Belin-Beliet : deux petites communes de la Gironde, à l'extrémité sud du département, à la limite des Landes. Elles ont fusionné et constituent un ensemble de 3 000 habitants environ.

La SAM Cazenave : Cazenave, du nom du patron fondateur ; le dernier Cazenave patron, mort il y a quelques années, était député de centre droit de la région.

Cette entreprise fabrique des bicyclettes (marque Cazenave) et des palettes de bois (la forêt landaise est proche).

En 1955 l'entreprise emploie plus de 700 ouvriers. En janvier 1975, il n'y a plus que 294 employés. Le 1er juin de cette même année une première fournée de 50 licenciements. Le 25 juillet, une seconde fournée de 100 licenciements déclenche une

né. 40 % environ des employés sont des femmes.

La main-d'œuvre est une main-d'œuvre locale. Cependant il y a très peu de paysans venant arrondir leur revenu en travaillant à l'entreprise, car la région est une région de forêts appartenant à de gros propriétaires et il n'y a pratiquement pas de petits paysans. Toutefois la plupart des travailleurs ont un jardin ou un petit lopin de terre qu'ils cultivent. Ce sont des ruraux.

Les salaires sont très bas, le SMIC en général. Certaines familles «s'en tirent» parce que l'homme et la femme travaillent à l'entreprise. En général, avec l'apport des jardins, les travailleurs disent que malgré leurs bas salaires, ils échappaient à la misère. Il n'y avait pas de syndicats avant 1968. Actuellement, il y a une section CGT. Les travailleurs n'envisagent pas

que l'entreprise puisse disparaître.

Plusieurs centaines de familles vivent à cause d'elle et à 50 km à la ronde il n'y a aucune entreprise, donc aucune espérance d'embauche. Il y a bien au Barp (à une dizaine de kilomètres) un CEA mais, disent les travailleurs, il n'y a pas de place pour eux là-dedans. Le seul objectif des grévistes est donc de tenir, jusqu'à ce que les tractations en cours aboutissent.

Le 15 octobre le syndicat a licencié les 102 ouvriers grévistes qui restaient officiellement embauchés dans l'entreprise. Ce même syndicat a fait la semaine dernière convoquer les délégués au tribunal pour les mettre en demeure de faire cesser l'occupation des locaux. Cette occupation gênerait les visites d'éventuels acquéreurs, soit de l'entreprise, soit des

stocks. Les travailleurs déclarent que ces stocks sont quasi inexistantes.

Le seul mot d'ordre actuel est donc de tenir. Des équipes se succèdent jour et nuit. Des rondes sont faites dans l'entreprise pour s'assurer que rien d'anormal ne se passe. Il y a des assemblées générales. Tout le monde passe chaque jour aux nouvelles et s'il y avait quelque chose les travailleurs qui habitent près les uns des autres seraient très vite avertis.

Des quêtes ont été faites dans les grosses entreprises de Bordeaux. Elles ont donné près d'un million d'anciens francs ce que les grévistes trouvent appréciable. Le jour de la convocation au tribunal, deux cars, une centaine de travailleurs, sont allés témoigner de leur solidarité avec les délégués.

Corr. Bordeaux

politique

# "revalorisation du travail manuel" ...LES CADENCES AUGMENTENT

Un conseil interministériel réuni mardi a proposé six nouvelles mesures pour la revalorisation du travail manuel :

- repos compensateur des heures supplémentaires
- ouverture des grandes écoles aux élèves issus du technique
- accès facilité aux congés de formation
- livret d'épargne manuel pour aider les travailleurs manuels à se mettre à leur compte
- amélioration des conditions de travail et de logement
- actions exemplaires dans le secteur public

Tout ceci est volontairement flou, aucune précision sur les modalités d'application de ces mesures. On peut

toutefois noter une volonté de développer chez les travailleurs l'illusion que grâce aux congés de formation, à l'épargne ils pourront s'en sortir individuellement. Le projet d'un livret d'épargne manuel, sur le modèle de l'épargne-logement destinée à orienter les ouvriers vers l'accession à la propriété de maisons individuelles, doit drainer l'épargne des travailleurs et les inciter à économiser pour pouvoir ouvrir boutique. Calcul simpliste : c'est croire que les ouvriers les plus qualifiés, ceux à même d'épargner, et encore, abandonneront la lutte et notamment les grèves pour pouvoir économiser au maximum. Le même calcul a été fait à propos de l'accession à la propriété, il n'a pas empêché les travailleurs de lutter, même ceux qui avaient des trai-

tes à payer. De toute façon dans une période où des milliers d'artisans disparaissent, ces mesures ne constituent qu'une voie de garage.

La mesure concernant le repos compensateur est plus précise. Un congé rémunéré sera accordé aux travailleurs qui font des heures supplémentaires. Il sera équivalent à 10 % des heures supplémentaires. C'est à dire qu'une semaine de 50 H donnera droit à... 1 heure de congé supplémentaire.

Inutile de souligner les limites d'une telle mesure pour les ouvriers. Cela s'adresse certainement plus au patron qu'aux ouvriers, le gouvernement veut, en les obligeant à payer des congés compensateurs inciter les patrons à recourir plus à l'augmenta-

tion des cadences qu'aux heures supplémentaires. Le

chômage partiel ainsi que plusieurs mesures récentes

vont dans ce sens. De nombreux travailleurs ont pu se rendre compte, que malgré la diminution de leurs horaires, ils sortaient la même production.

Ce nouveau train de mesures arrive quelques semaines après celles prévoyant l'abaissement de l'âge de la retraite pour les travailleurs manuels. On nous promet pour dans trois mois de nouvelles dispositions. Le libéralisme giscardien a fait de la revalorisation du travail manuel un de ses thèmes publicitaires majeurs. Pour maintenir l'attention et entretenir l'illusion, il distille ses réformes au compte-goutte. Rien ne montre mieux le contenu de son réformisme que son attitude devant nos revendications et nos luttes : le mépris et la répression.



## LA "GROGNE" DES CADRES CGC

Le «malaise des cadres» est, depuis un certain temps, un leit-motiv de la Confédération Générale des Cadres (CGC), et déjà à plusieurs reprises, ce syndicat réactionnaire menaçait «d'appeler à la grève», voire même de manifester dans la rue. Jusqu'à présent, ce n'était qu'une

Or le plafonnement des cotisations est à l'évidence au grand bénéfice des cadres (voir graphique). Sentant peut-être l'indignation que pourrait susciter une défense aussi crue de leurs privilèges, Charpentier, nouveau président de la CGC, avance un autre argument : «Nous

trise) ou parasitaire (marketing, VRP). Une telle fonction, une telle soumission idéologique se paye. Tout minime que soit le déplaçonnement décidé par Durafour, il montre que la bourgeoisie prévoit de rogner sur ces privilèges, dans la situation de faiblesse où elle se trouve.

d'encadrement, dont le rôle est de plus en plus remis en cause dans les luttes de la classe ouvrière, les contradictions sont bien plus aiguës que pour les cadres de haut niveau. Leur «grogne» se répercute donc au niveau de la CGC.

Pour les travailleurs, ces cadres qui manifestent aujourd'hui, ce sont pour une large part, ceux qui organisent les commandos anti-grève, qui prennent activement parti pour les patrons responsables

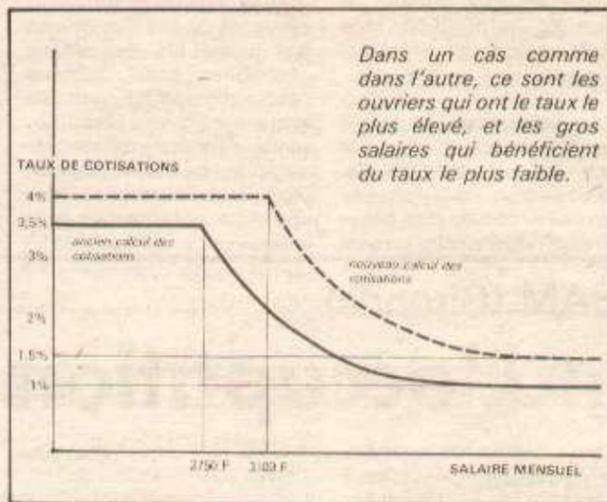
En second lieu, l'action de la CGC est aussi significative de l'évolution de sa composition sociale. Actuellement, ce sont les cadres moyens, les techniciens, la maîtrise, les



menace, peu inquiétante pour le gouvernement, au demeurant. Le relèvement des cotisations de la Sécurité Sociale, et le mini-déplaçonnement des cotisations ont décidé les successeurs de Malterre à aller plus loin. Ce ne sera pas bien méchant : grève de 24 H ce jeudi, rassemblement aux Invalides à 16 H, pour qu'on ne puisse surtout pas croire que la CGC s'associe à la manifestation de la «gauche».

cotisations peut-être moins, proportionnellement, que les autres salariés, mais nous cotisons aussi à des caisses de retraite complémentaires. Ce qui veut dire que pour la CGC, la Sécurité Sociale ne devrait être qu'une caisse de secours minimale, au rabais, sachant que les cadres se réservent la possibilité, au moyen de diverses caisses privées, d'arrondir leurs prestations. De quelque point de vue que l'on se place, la grève de la CGC est réactionnaire, confirmant bien que les changements qui se sont opérés à sa tête vont dans le sens de la continuité, et d'une défense corporatiste des privilèges que la bourgeoisie réserve aux cadres. Elle est cependant significative de deux choses.

En premier lieu de la crise politique que connaît la bourgeoisie. Les privilèges qu'elle accorde aux cadres tiennent à leur fonction, qu'elle soit de garde-chiourme (ingénieurs de production, mai-



VRP qui forment le gros de ses troupes. Or, d'une part, les «petits cadres» sont plus touchés par les mesures Durafour que les cadres supérieurs. D'autre part, pour les «petits chefs», pour le personnel

des assassinats du travail, ce sont ces cadres dont la dernière grève nationale avait pour motif l'enlèvement de Nogrette, cadre de Renault responsable de l'assassinat de Pierre Overney.

## UNE FAÇON ORIGINALE DE FABRIQUER DU «VIN DE QUALITÉ»

Depuis mardi, devant le tribunal de Bastia, comparaissent 12 hommes ; ce ne sont pas des militants autonomistes ou des paysans corses, non ces inculpés-là ne risquent pas grand-chose ; au plus un an de prison avec sursis. Tous sont d'honorables personnes qu'il est surprenant de rencontrer à la barre des accusés. Que reproche-t-on à ces gérants de sociétés, ces PDG, ces gros exploitants agricoles, ces importants négociants en vin et à ce gérant de la SOPIDEC ?

Une façon originale et peu coûteuse de fabriquer du vin de qualité, sans brevet d'invention déposé, voilà le principal chef d'accusation. Le procédé utilisé présente l'avantage de transformer du vin de bonne qualité à faible taux d'alcool en un vin très alcoolisé prétendant à l'appellation contrôlée.

La recette est simple : on prend un vin ordinaire inférieur à 10°, on ajoute du sucre pour remonter le degré d'alcool. Puis, pour masquer cette opération qui donne un vin alcoolisé mais cassant, on ajoute de la glycérine qui le rend moelleux. Pour parfaire l'opération, il ne reste plus qu'à ajouter de l'acide sulfurique qui donne un mélange parfaitement homogène et augmente l'acidité, pour ceux qui n'aiment pas les vins plats. C'est ce que pratiquaient en grand les accusés. La SOPIDEC vendait à des viticulteurs des produits chimiques nécessaires à la frau-

de : 9 850 kg de glycérine entre le mois de janvier 71 et le mois de février 72, de quoi soigner bien des engelures !, de grosses quantités d'acide sulfurique et 1 155 kg de ferrocyanure de potassium, qui entrait également dans la composition de ces vins spéciaux.

Des négociants se chargeaient de le commercialiser. A tous les niveaux de la fraude, on trouve des colons noirs, venus s'installer en Corse avec des subventions gouvernementales. Certains des accusés sont impliqués par ailleurs dans le scandale financier de la COVIREP qui avait déterminé des militants corses à occuper la ferme d'un colon à Aléria.

Le problème dépasse donc largement celui de la fraude sur les vins, ce qui est en cause, c'est l'exploitation des travailleurs, des paysans corses par de gros exploitants. Parmi les victimes des vins trafiqués, il n'y a pas que les consommateurs, il y a les petits viticulteurs ruinés par des exploitants qui, en fraudant, pouvaient vendre leur «vin» moins cher.

C'est bien pour cela que la FDSEA, et des associations de viticulteurs se sont constituées partie civile.

En réquérant des peines dérisoires, amnistiables, le ministère public a montré de quel côté il se plaçait.

Serge LIVET

## Les charognards de la santé

Le «Canard Enchaîné» publiait hier le fac-similé d'une lettre adressée, par le directeur de l'hôpital de la Salpêtrière à Paris, aux chefs de services, il y est dit «il apparaît que la population hospitalisée risque de diminuer dans de très fortes proportions entre le 20 décembre et le 4 janvier». Il ajoute «je vous salue gré à l'avance de vos

efforts personnels pour maintenir cette année une bonne occupation de votre service pendant la période citée».

Les charognards de la santé, marchands de la vie des travailleurs, apparaissent là sans fard. Quand les lits manquent, on éjecte vite fait les malades à peine réparés, on les place dans les couloirs

en plein courant d'air. Quand la rentabilité n'est pas assurée, on supprime des services et des personnels essentiels. Des enfants meurent, après avoir sonné à la porte de huit hôpitaux. Des vieux travailleurs, dans les salles communes, meurent à petit feu sans soins, malgré les trésors de dévouement déployés par les infirmières, les filles de salles et les aides soignantes. Les médecins, eux, rentabilisent.

Puisque Noël approche et que les malades demanderont à sortir plus vite, ou retarderont leur demande d'hospitalisation, le directeur de la Salpêtrière, comme ses confrères, s'emploiera à maintenir le plus possible de malades dans les services, pour toucher les indemnités de la Sécurité Sociale. Il va même jusqu'à chiffrer le manque à gagner, l'an dernier, à douze millions de francs.

# que signifie lutter pour les libertés démocratiques aujourd'hui ?

par Max CLUZOT

## OPÉRATIONS POLICIERES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Avec les arrestations de soldats et de militants syndicaux, les perquisitions dans les locaux de la CFDT, puis de diverses organisations d'extrême-gauche, le gouvernement vient de franchir un nouveau pas dans l'atteinte aux libertés démocratiques. Les mesures font suite à une série d'autres mesures, engagées au lendemain de mai 68 par la dissolution des organisations révolutionnaires, puis la loi de responsabilité collective, dit loi anticasseurs. Cependant, depuis un an, sans avoir même besoin de compléter un arsenal juridique, parfaitement garni, la bourgeoisie a profondément accentué le cours répressif de sa politique. L'intervention policière contre les travailleurs en lutte est devenue systématique, elle se combine avec l'emploi par les capitalistes de milices privées, l'enrolement des cadres et agents de maîtrise dans des commandos anti-grévistes. De telles exactions se comptent par dizaines. Elles signifient très pratiquement une limitation considérable du droit de grève, menacé aussi par

qu'un rapport très lointain avec la situation de l'armée, prétexte saisi pour une vaste opération politico-policière. C'est en effet au moment où les mouvements d'appelés ne se manifestent pas dans des luttes de grande ampleur, au moment où l'exposé de la politique de défense par Giscard ne fait nulle mention d'une telle activité, au moment où est soulignée, y compris à l'étranger, l'incurie du pouvoir dans la mise en place d'une défense conventionnelle et l'inconséquence d'une politique militaire fondée essentiellement sur le nucléaire, c'est ce moment que choisit la bourgeoisie pour frapper. Inconsciente ou incapable d'estimer les préparatifs de guerre du social-impérialisme soviétique, resserrant ses liens avec l'impérialisme américain, la bourgeoisie se soucie peu en définitive de la défense nationale ; ce qu'elle montre en faisant de la CFDT sa cible privilégiée, c'est que l'enjeu de ses opérations policières est par delà les mouvements d'appelés, les luttes de la classe ouvrière.

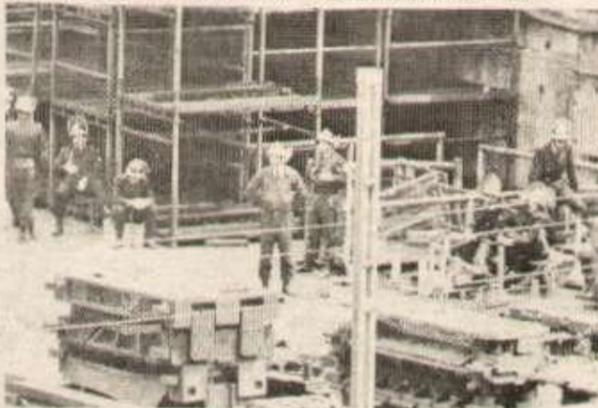
Adaptant sa politique à la crise, la bourgeoisie se voit contrainte aujourd'hui de réprimer constamment la classe ouvrière. C'est pourquoi, la plupart des

misme» giscardien est usé jusqu'à la corde, il ne reste plus au pouvoir que les armes de la brutalité et de l'enrégimentement. La campagne actuelle y concourt. Dissuader de la lutte, tel est le premier et principal souci. La canaliser si on ne peut l'éviter, telle est la garantie qu'il faut du moins s'assurer.

C'est pourquoi la bourgeoisie porte l'essentiel de ses coups sur ce qui maintient l'équilibre entre une direction réformatrice, alliée au PS, et donc soucieuse de «responsabilité» et des secteurs révolutionnaires, prêts à engager la lutte : la CFDT. S'assurer que les vastes mouvements qui s'annoncent seront bien canalisés par les forces révisionnistes du PCF et de la direction de la CGT et réformatrices du PS et d'une CFDT assagie, tel est bien le calcul du pouvoir. Pour cela, il lui faut rompre tout lien entre les organisations de masse de la classe ouvrière et les révolutionnaires, contenir ces organisations de masse dans le champ de domination bourgeoise et révisionniste, c'est également le sens de la politique du PCF qui s'oppose farouchement à la défense des soldats et des syndicalistes emprisonnés, alors que son attitude par rapport à l'armée, est bien

ou la bourgeoisie va renforcer sa politique consistant à faire payer tout le poids de la crise à la classe ouvrière, ou la classe ou-

lutes, contre le mouvement naissant des chômeurs, contre la menace qui se profile d'un mouvement d'ensemble.



vrière va s'opposer à cette politique et contraindre la bourgeoisie à un recul significatif. C'est dans la bataille d'aujourd'hui pour les libertés démocratiques que l'avenir se joue. Aussi, est-il nécessaire de bien comprendre que la lutte pour les libertés démocratiques n'a pas un enjeu de second ordre, qu'elle n'a rien de défensif. Pour les communistes, la démocratie bourgeoise n'est que le masque de la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, elle n'est démocratie que pour la minorité de privilégiés qui exploitent et oppriment, dans son ombre, le peuple travailleur, elle est faite d'hypocrisie.

Mais dans le cadre de la dictature bourgeoise, la classe ouvrière a réussi par ses luttes à obtenir des droits, bien sûr, chaque fois contestés quand ils entravent les menées de la bourgeoisie. Ces droits constituent un acquis permettant aux prolétaires d'élargir leur lutte pour leur émancipation, à condition qu'ils n'en restent pas prisonniers. Défendre ces droits, bien souvent formels, œuvrer pour leur extension, c'est du même coup favoriser la bataille pour la démocratie prolétarienne, qui seule, pourra donner un contenu réel à ces droits pour l'immense majorité en privant la minorité exploiteuse des moyens d'en entraver l'exercice. C'est pourquoi les communistes doivent être à la tête de cette bataille pour les libertés démocratiques, particulièrement aujourd'hui où le sens précis de l'offensive menée par la bourgeoisie pour la restriction des libertés démocratiques correspond à la volonté de voir gommer tous les aspects révolutionnaires revêtus par les luttes depuis 1968 : contre les occupations d'usine, contre les grèves dirigées par les travailleurs rassemblés en comités de grève, contre l'unité populaire, contre la politisation des

## LE PCF UN INSTRUMENT DE RÉPRESSION CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Le contenu que les communistes donnent à leur combat pour les libertés démocratiques n'a bien entendu rien à voir avec celui de la campagne du P(C)F sur les «libertés». Comme le montre son attitude dans l'affaire des comités de soldats, le P(C)F se montre au contraire favorable à la répression. Les libertés qu'il revendique ne sont pas pour la classe ouvrière, mais pour les organisations révisionnistes et réformatrices qui la brident. En définitive, ce que réclame avec insistance le P(C)F, c'est le droit de mettre en avant, avec toutes les facilités qu'il souhaite, son projet de réforme du capitalisme monopoliste d'Etat. Aussi, sa référence à la liberté, est-elle d'une part essentiellement bourgeoise, d'autre part répressive pour tout le courant révolutionnaire qui s'oppose à ce projet. Le P(C)F n'est-il pas lui-même un instrument de répression comme son attitude dans les manifestations, dans les syndicats qu'il dirige, dans les dernières arrestations le révèle ?

Aussi les contradictions qu'il entretient avec la bourgeoisie actuellement au pouvoir délimitent-elles le cadre de sa campagne et ne se confondent nullement avec la volonté de la classe ouvrière de voir se développer ses droits pour affirmer sa propre initiative, ses propres mots d'ordre, ses aspirations révolutionnaires. Les contenus de classe de la campagne du P(C)F sur les libertés et de la lutte du prolétariat contre la suppression de ses droits acquis diffèrent en tout. L'un veut aménager à son profit le capitalisme, l'autre ne cesse de le combattre.

## LUTTER CONTRE LA RÉPRESSION C'EST AUSSI PRÉPARER LE MOUVEMENT D'ENSEMBLE

C'est pourquoi, les communistes doivent s'emparer aujourd'hui de la bataille pour les libertés démocratiques.

- en éclairant le lien étroit entre les atteintes apportées à l'exercice des droits conquis par la classe ouvrière et le développement de ses luttes, les menaces et la prévention d'un mouvement d'ensemble.

- en reliant lutte pour les libertés démocratiques et lutte pour la démocratie prolétarienne, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, en affirmant le sens de classe de cette lutte.

- en démontrant les contradictions et le contenu de classe de la campagne du P(C)F sur les libertés.

- en combattant toute tendance, quand la bourgeoisie montre les dents, à se réfugier dans le giron du P(C)F et des réformatrices, toute tendance à la capitulation quand ceux-ci refusent d'agir, mais en dissociant au contraire les rangs de ces bourgeois camouflés dont les militants ne comprennent pas l'attitude.

Dans cette bataille, il est indispensable d'organiser sur ces bases le point de vue autonome du prolétariat révolutionnaire, mais se refuser à cette lutte signifierait l'économisme le plus vulgaire. La lutte contre le chômage, les hausses de cadences, l'augmentation du coût de la vie, les accidents du travail doit être étroitement liée à la bataille pour les libertés démocratiques pour les droits de la classe ouvrière à la lutte.

Il ne faut plus laisser isolés, face à la répression policière et patronale les travailleurs grévistes, il ne faut plus laisser déloger les piquets de grève, la police envahir les usines occupées, perquisitionner dans les locaux syndicaux ou politiques. Pas après pas, la bourgeoisie veut étouffer la lutte, imposer toutes les contraintes de sa politique de crise. Il ne faut plus la laisser avancer, il faut la contraindre au recul. C'est bien cela aussi préparer le mouvement d'ensemble capable de la faire céder.

*Libération immédiate des militants arrêtés, Arrêt des poursuites, Halte aux atteintes aux libertés démocratiques.*



les demandes d'indemnisation des entreprises après les luttes notamment dans le secteur capitaliste nationalisé (Renault-Air France...), du droit d'association, notamment syndical (après les perquisitions à Blaupunkt Caen et dans les locaux de la CFDT), du droit de manifestation (après le sauvagement matraquage des travailleurs du Parisien Libéré à Paris). C'est dans ce contexte qu'il convient de situer l'affaire des comités de soldats.

En effet, tout indique que le déclenchement de la nouvelle vague de répression n'entretient

luttés se heurtent non seulement à l'intransigeance du patronat, mais à l'intervention directe des forces répressives. Malgré cela, les luttes gagnent du terrain, et au fur et à mesure que leurs bilans s'établissent, croît la conviction que ce n'est pas usine par usine que la victoire peut se gagner, mais dans un mouvement d'ensemble des travailleurs, contraignant la bourgeoisie à revenir sur tous les empiètements de ces derniers mois. C'est ce mouvement que la bourgeoisie veut à tout prix éviter, tel est le sens de ses manœuvres policières. Quand la démagogie a fait long feu, quand le «réfor-

proche de ce que la bourgeoisie reproche à tort à ceux qu'elle inculpe.

## DÉFENDRE LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES POUR FAVORISER LA LUTTE POUR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

De ce fait, la lutte contre la politique répressive du pouvoir, la lutte pour les libertés démocratiques revêt aujourd'hui une signification extrêmement importante. Elle est étroitement dépendante de l'état actuel de la lutte des classes. De deux choses l'une,

**international**

**PORTUGAL**

**LA SITUATION DANS L'AZAMBUJA**  
( région de Santarem et Rio Maior )

**"ils ont fouillé les maisons des travailleurs"**

SUITE DE LA PAGE 1

De notre correspondant Antoine JALLIEU

A quelques kilomètres de là, Torre bella, une coopérative installée sur des terrains en friche où travaillaient maintenant une trentaine de familles. Dans cette région les coopératives sont peu nombreuses, et pratiquement toutes légales, c'est à dire que les expropriations se sont faites en respectant la loi, car les terres dépassaient mille hectares.

Depuis le 25 novembre la situation dans la région s'est aggravée, les coopératives sont particulièrement visées. Un travailleur de Torre Bella nous explique :

«Un matin de bonne heure les militaires de l'Ecole pratique de cavalerie de Santarem (régiment de droite qui est intervenu lors des événements du 25 novembre) sont arrivés faisant lever tout le monde en faisant lever les mains en l'air, nous mettant dans une pièce pendant qu'ils fouillaient. Ils ont emmené un de nos camarades en prison avec la garde d'incommunicabilité ; on ne sait pas pourquoi, car ils n'ont trouvé aucune arme de guerre, mais rien que des fusils de chasse. Et les jours suivants ils ont fouillé les maisons des travailleurs du village Manique do Intendente».

«Quelques jours plus tard, la Communa reçoit la même visite. Mais aucune arme n'est trouvée».

«A partir de là, la situation dans le village s'aggrave. Nous nous faisons insulter. Le propriétaire,

trafiquant de vin, du champ qui touche les terres de la Communa a essayé à deux reprises avec sa voiture d'écraser des travailleurs. La semaine dernière le responsable a été arrêté au cours de nouvelles fouilles dans le village chez des travailleurs. Maintenant régulièrement l'armée fait des barrages sur les routes. Tout cela c'est de la provocation. On veut nous faire perdre notre sang froid

table et le principal responsable sont en prison. Et dans toute la région au cours des patrouilles, des fouilles, des gens sont arrêtés et relâchés au bout de 24 ou 48 heures. Mais actuellement, 13 personnes, membres de commissions d'habitants, et de coopératives de l'Azambuja sans aucune communication ni avec leurs familles ni avec des avocats. Les gens commencent à dire : «c'est comme au

contre cette occupation «non encore légalisée».

«Chez les travailleurs agricoles, qui auparavant comptaient beaucoup sur les soldats c'est plutôt la crainte et la peur qui dominent. Ils ont la volonté pour s'organiser et se défendre, mais «que faire contre des soldats armés et des auto mitrailleuses».

«Ainsi on assiste à une répression sélective. Les soldats sont habitués peu à peu à réprimer le peuple.



Les travailleurs de Torre Bela : la coopérative a été fouillée par l'armée.

pour nous réprimer, mais nous nous défendrons».

«A mains nues, répond un autre travailleur, puisque les soldats qui nous soutenaient sont en prison ou ont été renvoyés chez eux».

«De toutes façons, je n'ai pas peur d'aller en prison parce que notre cause est juste» ajoute sa femme.

«A Torre Bella, le comp-

temps du fascisme avec la PIDE». Dans la coopérative de Bringale, plus proche de Rio Maior l'ancien propriétaire accompagné par sa garde a envahi les terrains. Selon un travailleur, les paysans qui reviennent à la coopérative ne savent pas s'ils seront emprisonnés ou non. A la coopérative proche de Ferraria, 6 paysans ont été arrêtés après une action de l'ancien propriétaire

On habitue la population à ces interventions. C'est la démonstration que si au niveau du pouvoir politique les neuf dirigent, les forces de droite dans l'armée et les vieux caciques réactionnaires locaux réapparaissent. Et les appels lancés lors du meeting de Rio Maior peuvent localement commencer à être appliqués par les caciques locaux avec l'aide de l'armée».

**MOSCOU**

**LES PAYS DE L'EST AUX ORDRES**

Brejev a réuni à Moscou, deux jours durant, les ministres des Affaires Etrangères d'Europe de l'Est. Le communiqué final «exige l'application intégrale des principes et des arrangements de la Conférence d'Helsinki», «accorde le plus ferme soutien à la République Populaire d'Angola» ; soutien évident à la politique de pénétration soviétique dans le monde, qu'il s'agisse de l'Europe ou de l'Afrique.

Deux informations récentes sont venues confirmer l'importance, et des visées économiques sur l'Europe occidentale, et de la façon dont les pays de l'Est sont transformés en instruments de cette politique.

**«FINLANDISATION» DEL'EUROPE ?**

Dans une récente interview, James Schlesinger, ministre de la défense des Etats-Unis récemment limogé, montre le déséquilibre qui est en train de se créer, sur le plan militaire, entre les deux super-puissances : «Le budget militaire soviétique représente 15% du produit national brut de l'URSS, alors que le nôtre atteint seulement 5% du PNB des Etats-Unis. En valeur absolue, l'effort militaire soviétique est supérieur d'environ 45% à l'effort américain».

Et traitant des buts que poursuit l'URSS, il poursuit : «en modifiant le rapport des forces en Europe, en y acquérant une prépondérance militaire indiscutée, ils comptent retirer toute crédibilité aux forces des alliés occidentaux. Ils veulent, sans combattre, établir leur hégémonie de Brest-Litovsk à Brest

tout court». Ainsi, se confirme le fait que l'Europe est bien l'enjeu essentiel de la bataille générale que se livrent les Etats-Unis et l'Union Soviétique pour le partage du monde. En effet, l'Europe Occidentale, avec son potentiel industriel et technique, et son incapacité actuelle à se défendre par elle-même, est une zone dont le contrôle assurerait à Moscou une supériorité décisive sur les Etats-Unis, à qui ils cherchent à enlever la domination mondiale. Quoi d'étonnant si, comme les services secrets français viennent de le révéler, 60% des chars et 63% des avions des pays membres du pacte de Varsovie sont stationnés en Europe ?

Dans les forces que les soviétiques massent aux frontières de l'Europe occidentale, il faut en effet compter celles des autres pays de l'Est, dont la réunion de Moscou vient de rappeler la soumission profonde au Kremlin. C'est ainsi qu'une ordonnance a été prise en Allemagne de l'Est, qui indique, d'une part que les industries doivent satisfaire en toute priorité les commandes de l'armée ; d'autre part, que «pour remplir ses engagements vis-à-vis du pacte de Varsovie, l'armée peut être amenée à ne pas tenir ses engagements» envers les entreprises. Autrement dit, priorité à l'armée, et pour l'armée, priorité au pacte, c'est-à-dire à l'URSS. Effectivement, depuis 1971, les pays de l'Est ont décidé «l'intégration des économies militaires», ce qui revient au développement d'une force armée unique et standardisée, placée sous la direction du Kremlin.

**Oman : multiples interventions extérieures**

DECLARATION DU REPRESENTANT DU FRONT POPULAIRE DE LIBERATION (FPLO)

«L'intervention jordanienne est un complément à celle de l'Iran. Il y a des opérations où il est nécessaire de contacter les gens pour des problèmes de «pacification» de la population : ils jouent un rôle principal dans les services de renseignements car, parlant arabe, ils peuvent être en contact avec la population. En plus, la présence jordanienne sert à cacher un peu la présence iranienne, en présentant la situation comme des arabes qui se battent entre eux et il n'y a pas seulement l'Iran mais un pays arabe.

L'intervention jordanienne a commencé dès fin 71. Au début, les Jordaniens se trouvaient dans les services de renseignements, les officiers jordaniens entraînaient les sol-

Dans la première partie de sa déclaration, que nous avons publiée hier, le représentant du FPLO que nous avons rencontré lors de son passage à Paris expliquait comment l'Iran fournit l'essentiel de l'effort de guerre d'agression contre le peuple oman. Il montre aujourd'hui comment cette intervention iranienne, en étroite liaison avec les Etats-Unis, se combine avec d'autres immixtions orchestrées par les puissances occidentales.

dats. Vu les relations entre la Jordanie et la Grande-Bretagne, les Jordaniens étaient utilisés comme cadres dans l'information, l'armée, la police, les renseignements, jusqu'à ce moment où ils ont des unités aériennes et terrestres : 5 unités d'aviation et des unités en plein Oman pour réprimer tout mouvement de libération à l'intérieur. Il y a une unité de techniciens jordaniens dans la voie de passage, il y a une unité militaire près de la ligne rouge et les

jordaniens ont participé à des opérations militaires.

Depuis longtemps la Jordanie joue ce rôle de répression au service de l'impérialisme ; en 58 contre le peuple syrien et contre le peuple palestinien, en protection du sionisme.

Il y a des révoltes dans l'armée jordanienne en Oman, ce qui a obligé la Jordanie à rappeler de nombreuses troupes, mais elle en a envoyé d'autres.

**Les anglais aussi ...**

De plus, le Golfe est une des régions où l'impérialisme tient encore à sa présence directe : présence anglaise et américaine, à cause des ressources naturelles.

La présence d'une révolution radicale, d'un régime progressiste dans la région et le désir d'indépendance des peuples constituent un danger pour les intérêts impérialistes, la Grande-Bretagne, malgré l'indépendance donnée aux Etats du Golfe en 71 (les Emirats) n'a pas quitté la région. Elle s'est retirée de quelques em-droits des Emirats, mais juste après, la présence

américaine s'est imposée dans les Emirats. En Oman, au contraire, il y a eu une accentuation de la présence anglaise : plusieurs bases militaires telles que Salalah ; les postes les plus essentiels dans l'armée dans la police et les services de renseignements sont aux mains des britanniques.

**Sans compter les américains !**

Au début, la présence américaine était faible : une base maritime à Bahrein, et quelques unités éparpillées dans la région. Mais l'accentuation de la présence américaine s'est précisée pour remplacer

les Britanniques. Ils ont en plus de la base de Bahrein, des bases à Oman, et des bases partagées avec l'Iran. Dans le Golfe, la marine américaine utilise les ports iraniens et les ports arabes. L'aviation américaine n'est pas stationnée en permanence, mais elle a des facilités extrêmes pour survoler la région ; en Iran, il y a plus de 4 000 techniciens américains.

En tant qu'avant-garde offensive dans la région, nous voulons lutter par tous les moyens contre cette présence impérialiste.

Recueilli par Yomna el Khalil

Demain : «Nous nous basons essentiellement sur nos masses».



# conference nord-sud

reportage Camille NOEL

## Kissinger provoque

Mardi, lors de la première séance de la Conférence Nord-Sud, Kissinger a révélé dans sa déclaration à quel point, derrière les concessions apparentes, la politique des Etats-Unis vis-à-vis du Tiers Monde reste la même.

En premier lieu, il a repris sa tentative, vieille de plus d'un an, pour opposer les pays producteurs de pétrole aux autres pays du Tiers Monde : «A côté du Tiers Monde avec son pouvoir et ses revendications accrues, il est apparu un quart monde». Et de prétendre : «Les plus pauvres des pays en voie de développement... on subi le coup le plus cruel» du fait de l'augmentation du pétrole.

Deuxièmement, il s'est élevé «contre de futures ruptures arbitraires dans les fournitures de pétrole», attaquant ainsi l'embargo sur le pétrole par lequel les pays arabes ont montré, en 1973, que le Tiers Monde, en s'unissant, peut engager la lutte contre le pillage de ses matières premières. Il a exigé «un prix plus bas du pétrole», et s'est opposé à «toute augmentation ultérieure des prix», menaçant : «il est l'heure pour une discussion sérieuse de cette question».

De plus, il a prétendu obliger les pays producteurs de pétrole à «être des membres construc-

tifs et non des agresseurs du système économique mondial». C'est-à-dire à se plier aux lois du système impérialiste dominant au lieu de mener la lutte pour échapper à son emprise... De la même façon, il a exigé «un programme commun entre les pays producteurs de pétrole et les pays industrialisés» pour l'aide aux autres pays du Tiers Monde. Ainsi, il prétendait empêcher les pays du Tiers Monde de développer entre eux, sans passer par les métropoles impérialistes, la coopération économique.

Enfin, il a prétendu que «les pays en voie de développement ont besoin, aujourd'hui plus que jamais, de capital privé» étranger, insistant pour que : «les gouvernements hôtes traitent ces entreprises équitablement» et «les gouvernements comme les affaires doivent respecter les obligations contractuelles» : il visait ainsi directement les mesures de nationalisations prises par les pays du Tiers Monde pour récupérer leurs richesses nationales, et réaffirmait son plan de soumission de ces pays par un nouveau développement des exportations de capitaux.

D'un bout à l'autre du discours, se confirme la volonté américaine de diviser le Tiers Monde et de le maintenir sous l'exploitation impérialiste.

## le Tiers-Monde riposte

Aux prétentions de Kissinger concernant la division du Tiers Monde et la baisse des prix du pétrole, les divers délégués des pays du Tiers Monde ont riposté dans leurs déclarations. Notamment, Abdelaziz Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, a déclaré :

«Sans aborder le détail des questions que nous aurons à traiter en temps utile, il nous paraît opportun de mettre ici l'accent sur deux aspects primordiaux de nos préoccupations :

Tout d'abord, la valorisation et la sauvegarde du pouvoir d'achat des recettes d'exportation des pays du Tiers Monde. Il est admis en effet que la valeur réelle du prix des matières premières qui constituent l'essentiel du revenu de ces pays, y compris les pays produc-

teurs de pétrole, a été érodée durant les deux dernières années de 40 à 70 % par rapport à leurs importations de produits alimentaires, industriels et des services et capitaux en provenance des pays développés. Dans ces conditions, il s'avère évident que l'indexation des prix devra requérir une attention particulière, en vue de remédier à ce grave déséquilibre...

De la même manière, un effort concomitant devra être consenti au profit des pays les plus démunis du Tiers Monde, particulièrement affectés dans leurs conditions d'existence. Les efforts entrepris dans ce sens, pour louables qu'ils soient, sont restés nettement insuffisants par rapport aux besoins. Il ne sauraient être retenus, que comme le complément d'un véritable pro-



Une raffinerie algérienne : les richesses naturelles du Tiers Monde lui reviennent de droit

gramme de solidarité internationale dont l'efficacité, - après les mesures exemplaires arrêtées par les membres de l'OPEP -, reste tributaire des seules dispositions que prendront les pays développés, en vue d'apporter une contribution correspondant aux engagements contractés.

Désormais, il appartient

à chacun de consentir des efforts à la mesure de ses possibilités réelles, et sur ce plan comme sur celui des autres domaines de la coopération internationale, il revient d'abord aux plus nantis de faire les concessions nécessaires, afin de répondre aux exigences qu'implique la mise en place du nouvel ordre économique international».

## LE CAMARADE KANG SHENG EST MORT



Le 16 décembre 1975, le Comité Central du Parti Communiste Chinois a annoncé la mort du camarade Kang Sheng, membre du Comité Central du PCC, du Comité Permanent du Bureau Politique du PCC, troisième Vice-Président du Comité Central du PCC.

Nous regrettons vivement la disparition d'un grand combattant révolutionnaire, qui consacra sa vie entière à la Révolution et au peuple chinois. Il adhère au PCC en 1924, alors qu'il était étudiant à l'université de Shanghai, et devient responsable à l'organisation au Comité de Parti de Shanghai en 1925. En 1931, il est membre du Bureau Politique. Il prend une part décisive dans la dénonciation du révisionnisme et des tentatives de restauration du capitalisme, dans les fonctions de conseiller du groupe central de la Révolution Culturelle qui impulse à partir d'août 1966 cette vaste lutte qui donne la parole au peuple chinois tout entier. Elu membre du Comité permanent du Bureau Politique du Comité Central à l'issue du IX<sup>e</sup> Congrès du PCC en avril 1969, il poursuit la lutte engagée pendant la Révolution Culturelle en participant à la dénonciation des positions révisionnistes de Lin Biao et de la philosophie réactionnaire de Confucius qui guidait cette pensée révisionniste, en dépit d'une grave maladie.

Sa mort, à l'âge de 74 ans, est une grande perte pour le PCC et pour le peuple chinois. Nous saluons la mémoire de ce grand communiste qui restera un exemple pour les révolutionnaires du monde entier.

# Monnaies : la pierre d'angle de la conference

C'est dans la lutte pour la revalorisation des produits de base, dont la bataille pour un plus juste prix du pétrole a été un temps fort, que s'est cimentée l'unité des pays du Tiers Monde. Mais il est rapidement devenu évident que cette contestation devait aussi déboucher dans le domaine monétaire et financier. Cela est même apparu comme l'un des terrains les plus importants de l'affrontement avec l'impérialisme dans le cadre de la préparation de la conférence Nord-Sud. L'irritement provoqué ainsi chez les représentants impérialistes s'explique aisément : en effet, par le biais du fonctionnement du système monétaire international qu'ils imposent au Tiers Monde, les pays «riches» récupèrent en toute discrétion ce qu'ils ont dû concéder voici deux ans.

### CONTRE LE DOLLAR, MONNAIE DE SINGE

L'exemple du pétrole est à cet égard assez édifiant. Entre décembre 1973 et septembre 1975 le prix officiel du brut, exprimé en dollars, n'a pas bougé. Mais on ne peut en dire autant de sa valeur

réelle. Dans la seule période qui va de juillet 1974 à février 1975, le dollar a perdu 13 % de sa valeur par rapport aux principales monnaies européennes. Ce qui veut dire que le prix du pétrole, exprimé cette fois en monnaies européennes, a baissé dans la même période de 13 %. Il en va naturellement de même pour tous les produits de base exportés par le Tiers Monde, qui, du fait des fluctuations des monnaies entre elles, n'ont pas les mêmes équivalents en produits industriels importés, selon les périodes, et selon l'origine des produits.

Mais les fluctuations du dollar ont une autre conséquence : les fameux pétrodollars, ces avoirs financiers reçus par les pays producteurs de pétrole par exemple, en contrepartie du brut qu'ils exportent, et qu'ils ne peuvent investir en totalité sous forme de machines ou autres moyens de production n'ont aucune valeur déterminable : canalisés dans les circuits bancaires, ils fondent en même temps que le dollar. Du temps de l'étalon-or, ou même du dollar convertible, ces

pays, exportant au-delà de leurs besoins, auraient reçu en contrepartie de l'or ou des devises stables. Aujourd'hui, il n'en est rien.

Ce qui est clairement mis en accusation dans cet exemple, c'est la prééminence du dollar que rien ne fonde, dans les échanges internationaux, d'un dollar qui n'est qu'une monnaie de singe, grâce à laquelle l'impérialisme annule, pour le Tiers Monde les effets de la revalorisation du prix des matières premières. On comprend qu'une des revendications importantes

du Tiers Monde soit celle de taux de change fixes entre les monnaies. Or le débat risque d'être rude à la conférence sur ces questions : on se souvient en effet qu'à Rambouillet, il y a quelques semaines à peine, 6 pays impérialistes parmi les plus puissants se sont mis d'accord pour s'y opposer (y compris la France, qui, à l'occasion, a modifié sa position traditionnelle).

On comprend aussi que les pays du Tiers Monde posent le problème de mettre fin à une situation qui les oblige à se procurer des dollars pour

monnayer leurs importations. Pourquoi la roupie indienne, ou le dinar algérien ne seraient-ils pas bons pour les règlements internationaux ?

### POUVOIR S'OPPOSER AUX DECISIONS IMPERIALISTES

Cette revendication des pays du Tiers Monde s'insère d'ailleurs dans un problème beaucoup plus général. Ils n'ont en effet pas le moindre pouvoir de décision au sein des organismes internationaux tels que le FMI (fonds monétaire international) ou la BIRD (banque internationale pour la reconstruction et le développement). Leur rôle se borne, c'est particulièrement flagrant pour les pays de l'OPEP, à alimenter le plus substantiellement possible, leurs caisses.

Les Etats-Unis, décidés à conserver envers et contre tout une minorité de blocage au sein du FMI, n'ont pas permis qu'il en soit autrement.

C'est ainsi que face à une décision importante des pays impérialistes, comme celle de réévaluer les stocks d'or des

banques centrales au prix du marché, les pays du Tiers Monde n'ont eu d'autre recours que d'émettre une motion de protestation parfaitement impuissante.

Ils ont dû admettre sans mot dire que les pays impérialistes disposent ainsi de moyens financiers quatre fois supérieurs, alors même qu'ils décidaient unilatéralement l'augmentation des quotes-parts de l'OPEP. Pour eux qui n'ont pas ou peu de réserves d'or, il ne restera que la conséquence de cette réévaluation : une inflation accrue exportée des pays impérialistes.

Au demeurant, ce n'est d'ailleurs pas au sein d'organismes tels que le FMI, que se prennent les véritables décisions. Ce dernier avait en effet été conçu pour gérer un système reposant sur un étalon de monnaie stable, le dollar, et des taux de change fixes entre les monnaies, toutes choses dont il ne reste aujourd'hui plus rien. Il y a longtemps que le pouvoir a glissé entre les mains d'un organisme sans réelle existence légale : le groupe des cinq (Etats-Unis, Grande-

Bretagne, RFA, et Japon) qui prend ses décisions à la petite semaine au mieux des intérêts impérialistes, sans même avoir le souci de les justifier.

On comprend ainsi que dans la déclaration finale de la conférence préparatoire de septembre, à propos de la commission qui doit réfléchir sur les aspects financiers et monétaires, les pays impérialistes aient tenu à introduire une phrase qui tend à limiter les attributions de la commission à ce qui n'est pas du ressort des organismes internationaux. Il est clair que c'est une question qui va revenir inévitablement sur le tapis à la conférence ministérielle, puisque cela équivaldrait à bloquer le travail de la commission, ce qui est d'ailleurs le but avoué de Kissinger. Il est peu probable que les pays du Tiers Monde cèdent sur ce point, qui est une des pierres de touche de la conférence.

Une plus grande indépendance dans le domaine financier et monétaire est en effet la condition sine qua non de leur développement futur.

Frédéric MONTAGNET